

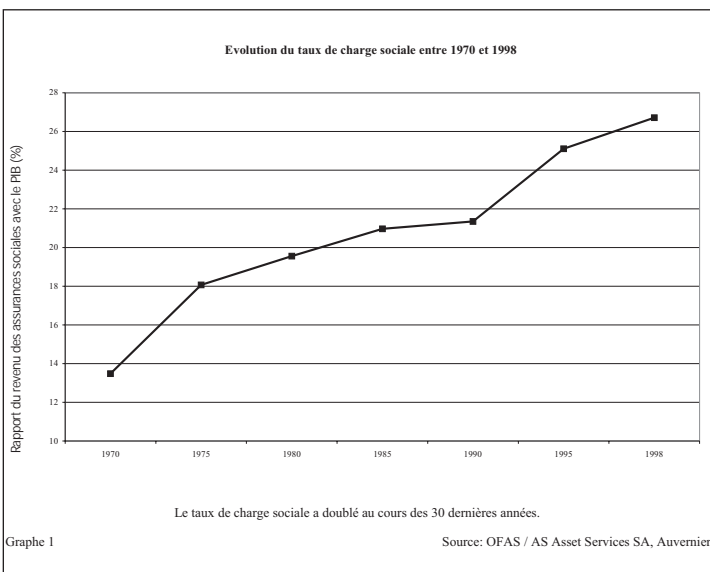
► L'explosion des coûts des assurances sociales exige des solutions systématiques visant le long terme

Malgré des résultats 2000 réjouissants pour l'AVS-AI l'avenir des assurances sociales s'annonce sombre

Au cours des dernières années, les assurances sociales ont fait régulièrement parler d'elles par des augmentations de primes ou des rapports annuels déficitaires. Ainsi, les coûts sociaux ont continuellement grimpé et le taux de charge sociale est passé de 13,5% du PIB en 1970 à 27% en 1997 (voir graphe 1). L'évolution de ce taux, qui a doublé en moins de 30 ans, soulève un problème important de financement pour lequel il faudra trouver une solution.

Mario Wyssbrod*

Le taux de charge sociale est un indicateur qui évolue en pour-cent les rentrées des assurances sociales par rapport au PIB. Les variations de ce taux ne dépendent donc pas seulement de l'évolution du secteur des assurances sociales mais également de la croissance économique. L'augmentation des coûts sociaux est le résultat de plusieurs facteurs et phénomènes qui s'additionnent. Parmi ces facteurs, il y a certainement l'évolution démographique de la population. Bref, les modes de vie semblent contribuer d'une manière importante à l'augmentation des coûts des assurances sociales.



naturellement. La faible natalité accélère le phénomène de vieillissement démographique qui se répercute directement sur l'avenir des assurances sociales comme l'AVS, les assurances maladie, l'AI et les assurances complémentaires. Le vieillissement, et surtout la baisse de la natalité, auront aussi des répercussions à long terme sur la croissance économique du pays. Ceci étant, il est fortement probable que le taux de charge sociale continue de s'accroître dans les années à venir.

Le changement dans les modes de vie contribue à l'augmentation des coûts. Dans un monde où tout doit se faire rapidement, l'humain ne prend pas le temps d'écouter les signaux de son corps. Il ignore ses propres faiblesses et utilise la médecine pour rester fonctionnel. Sa réalisation personnelle égocentrique ne laisse souvent pas de place au désir de procréer. Le changement des modes de vie engendre donc une fragilisation des individus et un affaiblissement du renouvellement démographique de la population. Bref, les modes de vie semblent contribuer d'une manière importante à l'augmentation des coûts des assurances sociales.

Un cercle vicieux. Une autre source de l'explosion des assurances sociales sont les assurances elles-mêmes. D'une part, elles provoquent la déresponsabilisation des acteurs et d'autre part, elles sont à l'origine d'un cercle vicieux. L'augmentation des coûts des assurances sociales provoque des adaptations dans le monde économique qui doit faire face à la concurrence internationale. Les entreprises sont contraintes d'optimiser le travail de la main-d'œuvre pour suppléer aux coûts additionnels engendrés par les cotisations croissantes des assurances sociales. C'est finalement l'employé qui subit toujours plus de pressions.

Les influences provenant du monde économique réunies avec les répercussions dues au changement des modes de vie pèsent sur la santé mentale et physique des individus. En fin de compte, il en résulte une croissance des dépenses des assurances sociales.

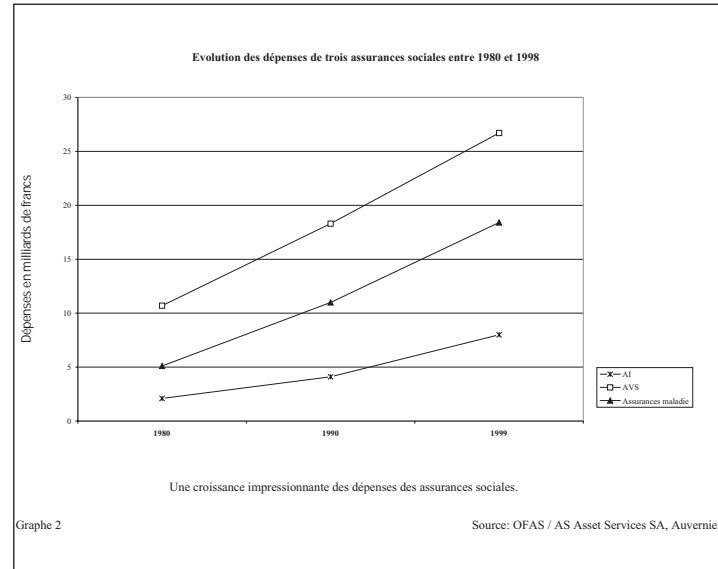
Entre 1980 et 1997, la population suisse est passée de 6,3 millions d'habitants à 7,1 millions. La croissance de la population durant cette période était donc d'environ 12%. Comparée à cette progression du nombre d'habitants, l'évolution des assurances sociales durant ce même laps de temps illustre très bien la fragilisation des individus et de la population en générale: les dépenses des assurances maladie ont augmenté de 247%; celles de l'AVS de 140% (voir graphe 2). Le nombre de bénéficiaires de prestations d'assurance invalidité s'est accru de 75%; celui de personnes touchant des prestations complémentaires à l'AVS de 38%.

Explosion des dépenses par habitant. La somme dépensée par l'ensemble des assurances sociales pour chaque habitant subit une croissance spectaculaire et il semble évident que les charges sociales ne peuvent pas croître

indéfiniment. Il est toutefois primordial d'entretenir un filet de sécurité suffisant pour entretenir une paix sociale. Les gouvernements des pays de l'Union européenne sont aujourd'hui d'accord sur le fait que la politique sociale n'est pas seulement un devoir éthique mais aussi un argument de promotion économique. Pour maintenir un bon standard de vie, il s'agit de stabiliser à long terme les assurances sociales et leurs frais.

La grande question est donc comment assumer les coûts croissants des assurances sociales sans diminuer leurs prestations? Les prélèvements sur les salaires ont atteint leurs limites. L'utilisation de cet outil favorise le cercle vicieux susmentionné d'une part et mènerait, d'autre part, à une perte de la cohésion sociale avec une prédisposition croissante aux contournements de loi et au travail au noir. Les milieux politiques préconisent une augmentation de la TVA pour éponger les dépenses futures des différentes assurances sociales. Politiquement et économiquement la réalisation de ces augmentations ne se fera toutefois pas sans heurts. Les solutions alibi comme la consommation des capitaux ou l'utilisation de l'or de la banque nationale ne peuvent que représenter une réponse pour le court terme.

Un manque de coordination. Les instances politiques travaillent activement pour améliorer l'efficacité des assurances à travers des révisions spécifiques (p.ex. 11^e révision de l'AVS, 1^{ère} révision de la LPP). Le manque de coordination entre les organes des différentes assurances est aujourd'hui toutefois fortement critiqué. Il est clair que des décisions pour l'une des assurances peuvent se répercuter directement sur d'autres. L'augmentation de l'âge de la retraite permettrait de diminuer les dépenses de l'AVS, mais a-t-on



pensé quelle serait la signification d'une telle mesure pour les assurances invalidité, chômage ou maladie? Pour permettre une révision efficace des assurances sociales, celles-ci doivent être considérées simultanément et dans leur ensemble (voir tableau 1). Une augmentation du taux de charge sociale aurait des répercussions négatives sur la compétitivité économique de notre pays. Par contre, la diminution des prestations des assurances sociales mettrait la sécurité sociale en péril. Comment trouver une solution intermé-

diaire qui profiterait à tout le monde? Ou combien de sécurité sociale la Suisse peut-elle se permettre?

Les assurances sociales ne sont en quelque sorte que les remèdes contre les symptômes d'une évolution aux niveaux économiques et individuels. L'échec de la gestion de cette évolution se traduit par une augmentation des coûts des assurances sociales ●

* AS Asset Services SA
Auvornier
www.asset-services.ch

Un aperçu des assurances sociales en Suisse et du volume de leurs transactions en 1998

	Entrées en 1998 (en Mia de frs)	Dépenses en 1998 (en Mia de frs)	Réserves (en Mia de frs)
Assurance vieillesse et survivants (AVS)	25,3	26,7	21,8
Prestation complémentaire à l'AVS	1,4	1,4	-
Assurance invalidité (AI)	7,3	8,0	-0,7
Prestation complémentaire à l'AI	0,7	0,7	-
Prévoyance professionnelle (PP)	49,5	28,7	412,9
Assurances maladie (Amal)	18,6	18,4	4,1
Assurances accident (AA)	6,2	6,0	20,4
Assurance perte de gain (APG)	0,8	0,6	3,0
Assurance chômage (AC)	5,9	6,2	-7,4

Pour maîtriser les frais des assurances sociales, il est primordial de les analyser simultanément et dans leur ensemble.

Tableau 1

Sources: OFAS / AS Asset Services SA, Auvornier

EXTRÊME-ORIENT

► L'assureur vie a été lâché par son principal créancier. Il élabore maintenant un plan de sauvetage

La faillite de Tokyo Mutual Life démontre que les banques n'ont plus les moyens de soutenir l'économie japonaise

La faillite vendredi d'un septième assureur vie japonais, Tokyo Mutual Life, lâché par son principal créancier Daiwa Bank, montre que beaucoup de banques, même si elles le veulent, n'ont plus les moyens de soutenir les bras cassés de la deuxième économie mondiale.

Françoise Kadri

Tokyo Mutual Life a déposé son bilan et demandé la nomination d'administrateurs judiciaires qui devront élaborer un plan de sauvetage et trouver un repreneur,

probablement étranger. Selon la presse nipponne, Credit Suisse First Boston et l'américain GE Capital seraient intéressés. Le patron de Tokyo Mutual Life Kenichi Nakamura a indiqué qu'une décision prise la veille par Daiwa Bank de ne pas lui octroyer une rallonge de 30 milliards de yens (272,7 millions d'euros, 250 millions de dollars) avait été «une surprise totale». «Peut-être qu'ils ont jugé que ces pourparlers ne remplissaient pas leurs critères concernant les institutions dignes de recevoir des fonds. Peut-être que la banque pensait que le risque était

trop élevé», s'est interrogé M. Nakamura. Selon lui, sa compagnie a été poussée à la faillite par le «spread négatif» entre le produit de ses placements financiers et les rendements à verser aux détenteurs de police, par des annulations de contrats après les spectaculaires faillites de Kyoei Life et Chiyoda Mutual Life et par les moins values dues à la chute de la Bourse de Tokyo. Mais la défection de Daiwa Bank a porté un coup fatal à Tokyo Mutual Life qui pourrait, toutefois, être relancée avec l'aide de capitaux étrangers. Quatre des six autres assureurs vie ayant déposé leur bilan depuis 1997 ont été sauvés par des compagnies telles que la française Artemis, les américains GE Capital et AIG, le canadien ManuLife et un cinquième Kyoei Life négocie avec l'américain Prudential.

Même si le ministre des Services financiers, Hakuo Yanagisawa, a affirmé vendredi qu'il ne prévoyait pas d'autres défaillances dans le secteur financier, beaucoup de spécialistes pensent que

Tokyo Mutual ne sera pas la dernière.

«Ces dernières années, les efforts de gestion de certains assureurs se sont reflétés dans leurs ratios de fonds propres mais la situation est tellement grave que dans certains cas, leurs dirigeants ne peuvent plus faire grand-chose», a souligné Masaki Kanno, économiste en chef chez JP Morgan.

Il y a, selon lui, deux solutions: un abaissement des rendements promis sur les polices ou un arrêt du plongeon de la valeur des actifs et terrains. «Si cela ne se produit pas, les assureurs les plus faibles vont continuer de s'effondrer», a-t-il prédit.

«Si l'économie continue sur sa lancée, ce ne sont pas seulement les assureurs vie mais aussi les maisons de courtage et les banques qui risquent la faillite», a ajouté Hidehiko Fujii, économiste senior au Japan Research Institute.

La faillite de Tokyo Mutual «est symbolique parce qu'elle montre que les mains secourables qui venaient sauver autrefois les sociétés japonaises en détresse

Daiwa Bank dans le rouge

Daiwa Bank a annoncé vendredi qu'elle allait tomber dans le rouge en raison de la faillite de Tokyo Mutual Life. Daiwa a indiqué qu'elle avait prêté un total de 32 milliards de yens à Tokyo Mutual Life Insurance qu'elle va devoir provisionner comme une créance irrécouvrable. En conséquence, la banque va subir une perte nette de 18 milliards de yens (163,6 millions d'euros, 146,3 millions de dollars) sur l'exercice se terminant fin mars alors qu'elle tablait jusqu'à présent sur un bénéfice net de 28 milliards. La banque souligne que ses pertes ne menacent pas sa situation financière.

ne sont plus disponibles», a-t-il estimé.

Selon lui, c'est aussi la position d'au moins une partie du gouvernement, illustrée par des déclarations du ministre Yanagisawa. «Nous allons maintenir notre politique qui prône que les institutions financières qui n'ont aucune raison d'exister en raison d'un échec dans leur gestion doivent quitter la scène», a déclaré ce ministre.

Le ministre s'est toutefois empressé de rassurer les marchés sur la santé de Daiwa Bank sur laquelle des rumeurs avaient circulé début mars et qui prévoit, en raison des provisions liées à

Tokyo Mutual, une perte nette de 18 milliards au lieu d'un profit pour l'exercice en cours.

«En dépit du fait que Daiwa Bank avait prêté des fonds à Tokyo Mutual Life, la faillite n'aura pas d'effets sérieux sur la gestion de la banque», a affirmé le ministre.

Les spécialistes ont cependant interprété comme un nouveau signe de faiblesse du système bancaire l'annonce vendredi par Asahi Bank d'une perte nette de 10 milliards sur l'exercice au lieu d'un profit, en raison de provisionnements de créances douteuses supérieurs à ce qui était prévu ●

S&P abaisse la note de Tokyo Mutual Life de CCCpi à R

Standard and Poor's a abaissé la note de Tokyo Life de CCCpi à R à la suite de sa mise en faillite. «La situation financière de Tokyo Life s'est profondément affaiblie ces dernières années, à cause de ses problèmes d'actifs, issus d'une mauvaise gestion, de pertes non réalisées des investissements au Japon et à l'étranger, et de la forte part de créances non performantes dans son portefeuille d'investissements», selon S&P. la situation de financière de Tokyo Life s'est très dégradée à partir de septembre 2000, lorsque les cours de la bourse ont commencé à chuter.